LA PROMOTION DE L'HISTOIRE DES NOIRS : UN PARCOURS PERSONNEL PARTAGÉ

ROSEMARY SADLIER

Rosemary Sadlier OOnt (Ordre de l'Ontario) est une avocate de la justice sociale, chercheuse, écrivaine, consultante et conférencière internationale sur l'histoire des Noirs, l'antiracisme et les questions relatives aux femmes. Elle est l'ancienne présidente, ayant été pendant 22 ans le leader non rémunéré de l'Ontario Black History Society – étant la force motrice de la commémoration garantie du mois de février en tant que Mois de l'histoire des Noirs à tous les niveaux du gouvernement ; elle a obtenu que le 1er août soit le Jour de l'émancipation au niveau municipal en 1995 et au niveau provincial en 2008 avec une déclaration nationale en attente. Elle a vu à instaurer la journée nationale de l'honorable Lincoln Alexander. Elle a donné des mandats au rapporteur des Nations unies sur les relations raciales, aux gouvernements fédéral et provinciaux et à des consultations avec le Musée royal de l'Ontario, le groupe d'interprétation du patrimoine The Ward, l'étude bi-nationale du chemin de fer clandestin et des conférences sur le patrimoine. Auparavant, elle a fait partie du comité de sélection finale du Défi Mathieu Da Costa national pour le Patrimoine canadien et fait maintenant partie du comité consultatif sur les timbres de Postes Canada. En tant qu'éducatrice, elle a développé ou contribué au programme d'études afro-canadien, aux expositions nationales et elle a été nommée membre du Collège des éducateurs de la petite enfance. Elle a été l'une des premières Canadiennes à être désignée comme défenseur mondial des droits de l'homme (CTF & Robert Kennedy Center). En tant qu'auteure, Mme Sadlier a écrit sept livres sur l'histoire des Afro-Canadiens. Sadlier se consacre à la justice sociale et, en utilisant le cadre de l'histoire des Noirs, elle cherche à éduquer et à responsabiliser les autres.

Saviez-vous que nous avons failli ne pas avoir de Mois de l'histoire des Noirs ?

J'étais mère au foyer, j'étais encore en train d'allaiter mon troisième enfant, et je me suis retrouvée à être la présidente nouvellement élue de l'Ontario Black History Society (OBHS), la seule organisation provinciale du patrimoine au Canada dédiée à l'histoire des Noirs. Le fait d'occuper ce poste était une confiance sacrée pour pouvoir soutenir et témoigner de l'expérience des Noirs. Nous avons réalisé quelques semaines avant février 1994 que nous

devions présenter officiellement une requête à la ville de Toronto pour le Mois de l'histoire des Noirs. Heureusement, nous l'avons fait, et je me suis promis de faire en sorte que cela ne se reproduise plus jamais. J'ai obtenu une proclamation annuelle et automatique de la ville de Toronto, puis de la province de l'Ontario (par le biais de notre contact avec le ministère : Daniel O'Brien), puis de toutes les provinces jusqu'à ce qu'après avoir contacté de nombreux membres du gouvernement fédéral, j'aie de nouveau approché Jean Augustine, lors d'une collecte de fonds organisée chez Denham Jolly, pour faciliter une déclaration nationale qu'elle a acceptée, en présence de Lloyd Perry, et qui a été adoptée en décembre 1995*. J'ai été informé du déroulement des événements et j'ai orchestré une tournée en bus à Ottawa pour la première célébration nationale du mois de février, en tant que Mois de l'histoire des Noirs, et j'ai eu l'honneur de faire des observations, au nom de la communauté noire, à cette occasion capitale avec le Premier ministre et le Black Caucus en février 1996. J'avais mis à profit les efforts de ceux qui avaient déjà travaillé auparavant pour sensibiliser les gens, pour susciter un engouement en faveur d'une telle célébration : Carter G. Woodson, le « père du Mois de l'histoire des Noirs », l'Association canadienne des femmes noires (CANEWA), les fondateurs de l'OBHS – J'ai probablement organisé plus de 2000 conférences dans les écoles et les communautés entre mes premiers efforts de bénévolat avec l'OBHS, puis en tant que présidente du conseil d'administration. Tel était mon engagement, ma résilience et mon désir d'une société plus équitable.

J'ai pensé que si les Noirs et les autres groupes raciaux/ethniques en apprenaient davantage sur les contributions, les réalisations et les expériences des



2014. Gala à St. John, NB, avec les descendants des Loyalistes noirs / Loyalistes tardifs et des réfugiés de la guerre de 1812.

Noirs dans ce pays, cela nous aiderait. J'espérais que l'enseignement de l'histoire des Noirs se déroulerait de la maternelle à la douzième année, inspiré et soutenu par une déclaration désormais nationale du mois de février comme Mois de l'histoire des Noirs (et ayant déjà été proclamé au niveau provincial), car le Mois de l'histoire des Noirs contribue tellement à affirmer notre présence et notre lien avec cette communauté. J'étais convaincue que cette déclaration allait aider à changer les choses.

« L'histoire des Noirs est l'histoire du Canada, une histoire qui n'est ni largement ni régulièrement partagée. L'histoire des Noirs est une éducation antiraciste fondamentale. »

J'ai également été la promotrice de nombreuses autres célébrations de personnes, de lieux et

d'événements à tous les échelons du gouvernement. En 1995, j'ai suggéré que le 1er août devienne le Jour de l'émancipation, comme me l'avait proposé un collègue de Trinidad et Tobago, militant de l'éducation publique. Cette commémoration a été un succès auprès de la ville de Toronto, de la région métropolitaine de Toronto et de la ville d'Ottawa. Elle a constitué le premier projet de loi soutenu à l'unanimité par tous les partis en Ontario. Il est passé en deuxième lecture deux fois à la Chambre, deux fois au Sénat et, plus récemment, il a fait l'objet d'une première lecture à la Chambre. A ce jour, en raison des perturbations liées à la COVID-19, il est toujours en instance. Pourquoi ? Parce que l'histoire des Noirs est l'histoire du Canada, une histoire qui n'est ni largement ni régulièrement partagée. L'histoire des Noirs est une éducation antiraciste fondamentale.

Nous pouvons relier la (re)prise de conscience actuelle sur la présence du racisme systémique à notre histoire dans ce pays. Nous partageons une histoire avec les États-Unis :

1. Nous avions nous aussi l'esclavage – l'asservissement des « panis » [Premières nations] et des Africains. Cela a commencé avec les Français et s'est poursuivi sous la domination britannique. Le premier Africain à avoir été nommé esclave était un enfant, du nom d'Olivier le Jeune, et ce, vers 1628/1629 ;

2. Nous avons nous aussi connu des émeutes raciales, dont l'une des plus anciennes et des plus longues a eu lieu à Shelburne, en Nouvelle-Écosse, en 1734 ;

3. Alors que nous étions le Nord libre pour ceux qui empruntaient le chemin de fer clandestin (le premier mouvement de liberté des Amériques), nous avons nous aussi connu la ségrégation dans les écoles, les résidences, les restaurants, les hôtels, les patinoires, et des restrictions constantes ou l'interdiction d'accès aux écoles professionnelles et autres lieux de travail ;

4. Nous avions nous aussi des membres et des activités du KKK ;

5. Nous subissons nous aussi la surveillance excessive et le recours excessif à des accusations et à la force meurtrière policière.

NOTRE ESPOIR RÉSIDE DANS NOTRE RÉSISTANCE. *BLACK LIVES MATTER*.

Merci énormément aux organisateurs d'avoir su éveiller l'attention sur l'idée de l'espoir.

Merci à ceux qui ont choisi de veiller à leurs efforts d'isolement et de distanciation sociale en réponse à la pandémie de la COVID-19. Je sais à quel point c'est un défi pour nous tous.

Mais cela nous a donné du temps pour réfléchir, du temps comme nous n'en avons pas eu depuis très longtemps, du temps pour considérer les choses qui sont importantes pour nous maintenant et celles qui nous sont chères. Cela nous a donné le temps de réfléchir à la manière dont nous pourrions agir au fur et à mesure que les choses évoluent pour surmonter les défis que le meurtre, l'exécution publique, de George Floyd a déclenchés dans le monde entier. Ce qui se passe maintenant, avec les protestations en cours et les demandes d'actions antiracistes, est la manifestation de l'espoir, de la

résilience, de l'action des générations. Les gens réclament les droits de l'Homme, la justice sociale, les droits économiques – ils réclament la fin du racisme.

La terre que nous appelons aujourd'hui le Canada, et ses institutions, ont été construites sur la base de la traite transatlantique des esclaves et du déplacement et de la colonisation des peuples des Premières nations – bien que le premier Africain ait été libéré à son entrée au Canada en 1604 en tant qu'interprète de Samuel de Champlain. Des peuples issus de civilisations africaines vitales et fonctionnelles (Mali, Songhaï, etc.) ont été capturés, réduits en esclavage et transportés vers les Caraïbes, les États-Unis, l'Amérique du Sud et le Canada. Le premier étant un jeune garçon, Olivier le Jeune vers 1628/1629. Il avait espéré que sa conversion au catholicisme le rendrait libre. Ce ne fut pas le cas. Marie-Joseph Angélique espérait sa liberté, mais lorsque celle-ci s'est révélée insaisissable, sa fuite a fini par causer l'incendie d'une grande partie de ce qui constituait la ville de Montréal. Elle a été torturée et pendue pour son audace.

Il existe de nombreuses autres situations bien documentées où l'espoir a été anéanti. Chloe Cooley a résisté à l'esclavage et lorsqu'elle a été ligotée et transportée de l'autre côté de la rivière Niagara pour être vendue, l'histoire de son espoir volé a conduit le premier lieutenant-gouverneur de l'Ontario à rédiger ce qui allait devenir la première législation anti-esclavagiste. Il s'agissait d'une législation de compromis car les autres membres du gouvernement qui détenaient des esclaves ne voulaient pas voir s'éteindre leurs droits de propriété sur leurs esclaves africains. Les Afro-Américains réduits en esclavage qui ont soutenu les Britanniques pendant la guerre révolutionnaire américaine espéraient que leur soutien aux forces britanniques serait honoré au Canada. Les milliers de personnes qui sont venues au Canada par le chemin de fer clandestin après l'adoption de la *Loi sur l'abolition de l'esclavage*, espéraient une vie sans esclavage. Les « Exodusters », des Afro-Américains qui espéraient revendiquer des terres dans l'ouest du Canada pour ensuite être « jugés inaptes » au Canada ou être confrontés à des lois d'exclusion en matière d'immigration, sont quand même venus. Et, dans les années 1950 et 60, le plaidoyer des Noirs en faveur d'une modification des lois sur l'immigration a ouvert la voie à un changement des conditions d'admission.

« Je suis ici grâce à la résilience, aux actions, aux espoirs de générations de personnes d'origine africaine au Canada. »

L'espoir était là bien plus tôt, lorsque des hommes noirs se sont joints à l'effort de guerre pour défendre ce pays de la guerre révolutionnaire américaine, jusqu'à la Première et la Seconde Guerre mondiale. De nombreux membres des deux côtés de ma famille ont aidé à défendre ce pays, des femmes travaillant dans l'« usine de guerre » à la création de munitions jusqu'aux frères de la famille Carty (mes cousins) qui ont servi. Qu'ils soient tous revenus était peut-être une preuve d'espoir, mais à quelle situation sont-ils revenus ?...

Je suis ici grâce à la résilience, aux actions, aux espoirs de générations de personnes d'origine africaine au Canada.

Je suis l'espoir des Loyalistes noirs.
Je suis l'espoir des Loyalistes tardifs.
Je suis l'espoir des réfugiés de la guerre de 1812.
Je suis l'espoir des descendants du chemin de fer clandestin.

Je suis l'espoir de ces quatre premières grandes vagues de migration vers ce pays que nous appelons le Canada, car ma présence ici (notre présence ici) est fondée sur leur action, leur survie, leur persévérance et leur espoir. Leurs histoires d'espoir, l'histoire des Noirs est ce sur quoi j'ai travaillé pour que la communauté noire puisse s'affirmer et pour aider les autres à connaître et à comprendre la présence à long terme des Africains au Canada.

L'histoire des Noirs est une histoire d'espoir, car l'espoir est une question de résilience, d'action.

Je suis aussi l'espoir de mes enfants et, il y a de nombreuses années, lorsque j'ai vu qu'ils étaient affectés négativement à cause de la couleur de leur peau, j'ai été obligée d'agir de toute urgence.

Allez-vous agir ?
La vie des noir.e.s compte.
Comment mieux célébrer le Canada en ces temps ?

---

* En 1995 également, j'ai lancé la commémoration officielle du 1er août en tant que Jour de l'émancipation, de manière non partisane, et j'ai remporté un grand succès auprès de la ville de Toronto, de la région métropolitaine de Toronto, de la ville d'Ottawa et, en 2008, avec le premier projet de loi unanimement soutenu par tous les partis au sein de l'assemblée législative provinciale pour le Jour de l'émancipation. Je l'ai ensuite proposé à des membres du gouvernement fédéral. Il est passé en deuxième lecture deux fois à la Chambre avec le député Deepak Obdrai, et a été soutenu par Preston Manning. Je l'ai proposé à nouveau auprès de nombreux membres du gouvernement fédéral et sénateurs en 2016 et j'ai effectué une pétition parlementaire atteignant le nombre de signatures requis en peu de temps. Je l'ai soumise au Parlement en espérant que le chef du Black Caucus, Greg Fergus, y donnerait suite, mais elle a été reprise par la sénatrice Wanda Thomas Bernard. Elle est passée en deuxième lecture à deux reprises au Sénat. En mars 2020, elle est revenue à la Chambre et a été examinée en première lecture par le député Majid Jowhari. Avec les interruptions liées à la COVID-19 et un retard dans la reprise de la séance du Parlement, je ne suis pas sûr du calendrier de l'adoption potentielle de cette initiative. Je la présente comme un exemple de témoignage d'espoir. C'est le cas depuis 1995. Je ne suis pas payé pour « rester au top », même si cette initiative était la mienne. J'espère que son adoption deviendra une clé de voûte de la liberté en raison des nouvelles discussions qu'elle facilitera sur l'histoire des Noirs, l'antiracisme et le racisme systémique.